



La Rapière



Journal d'information de la section
CGT Finances Publiques du Gers - n° 37
Janvier 2019

Voeux

*La CGT Finances
publiques du Gers
vous souhaite, ainsi
qu'à vos proches,
une très bonne année
2019, une année
de mobilisations
capables de changer
la donne !*

2019 sera une année charnière pour la DGFIP. Le prélèvement à la source génère un flot important d'interrogations, d'incompréhensions et des demandes accrues dans les accueils téléphoniques ou physiques des finances publiques. Une réalité bien éloignée de la communication gouvernementale qui n'a cessé de vouloir minimiser la complexité du nouveau dispositif.

Une nouvelle fois ce sont les agents de la DGFIP qui devront faire face et répondre aux fortes attentes des citoyens et des entreprises, mais sans moyens supplémentaires, avec une grave pénurie d'emplois, et sans formation suffisante.

2019 est aussi voulue par le gouvernement comme une année de restructurations de grande ampleur, annoncées par notre directeur général sous un vocable abscons et pompeux de « géographie revisitée ». Alors que depuis la création de la DGFIP les agents ont subi 11 années ininterrompues de réformes et de restructurations, s'engage une nouvelle vague de transformations de fond de notre administration. 11 années que nous sommes dans le collimateur des différents gouvernements, qui ont décidé de sacrifier notre administration : **C'est insupportable !**

Si cette politique mortifère était jusqu'alors recouverte du vernis de l'efficacité ou de la recherche de gains de productivité, aujourd'hui le dogme est appliqué ouvertement : Il faut supprimer des emplois pour réduire la dépense publique, obstinément, peu importe les besoins de services public et de la population, la dévitalisation de tout le territoire, l'abandon des missions, et des agents qui n'en peuvent plus.

À l'inverse, pour la CGT, il faut redonner au service public toute sa force pour assurer l'égalité de traitement à l'ensemble de la population. Il est urgent de redonner des moyens à la DGFIP pour exercer pleinement les missions fiscales, comptables et foncières, avec de bonnes conditions de travail.

À chacun de nous de s'engager pour faire entendre et aboutir nos revendications, pour une DGFIP au service du public, des territoires, des agents et de la justice fiscale !

DGFIP : vente à la découpe !

Dans une note du 10/12/18, le DGFIP, s'adressant à ses DRFIP et autres DDFIP, se livre à un véritable florilège de novlangue pour décliner le cahier des charges de la réorganisation des services à réaliser sur l'ensemble du territoire national d'ici 2021.

Tout un laïus sur l'obsolescence de l'organisation actuelle pour aboutir in fine, à l'objectif principal, les suppressions d'emplois.

Le premier postulat est sensé justifié la conclusion, alors que la CGT aurait plutôt tendance à inverser la proposition : « c'est parce que l'on supprime les emplois que l'on ne peut plus répondre de façon satisfaisante aux attentes de nos concitoyens ».

Quelques morceaux choisis de ce jargon qui révolte les Français :

- « ...non une restructuration du réseau, mais un nouveau réseau »
- « dépasser la notion de proximité pour faire prévaloir celle d'accessibilité »
- « acceptabilité locale »
- « une concentration de tâches industrialisables »

Sans entrer dans l'exégèse de ce discours technocratique « pur jus », nous ferons remarquer, entre autre chose, qu'en milieu rural, proximité est souvent synonyme d'accessibilité et que la fracture numérique qui concerne près de 13 millions de personnes en France, est encore plus prégnante en milieu rural.

Il est souvent fait état de « Tour d'ivoire » pour parler de nos décideurs nationaux, nous en avons là un bel exemple, cette note date du 10 décembre, alors que le mouvement des « gilets jaunes » a commencé le 17 novembre. Sans doute la rumeur de l'effervescence de la plèbe n'est-elle pas montée jusqu'à ces hauteurs.

Alors qu'il est fait état de fracture sociale sur tous les rond-points de France, le sentiment d'abandon lié à la fracture territoriale est tout aussi aigu.

Face à ce désarroi des campagnes et de la France périphérique, la seule réponse de Bercy est cette note « Bâtir un nouveau réseau », basée sur ce nouveau concept de « déconcentration de proximité », cette approche se veut plus moderne que les ASR (dont « le modèle s'épuise » dicit Bruno PARENT), mais au final, tout autant destructrice en terme de services et d'emplois !

Dans cette optique, les N° 1 locaux, courroie de transmission de la bonne parole, ont un rôle crucial à jouer, en remplissant une mission d'accompagnement et de communicants de la réorganisation territoriale.

L'objectif est de regrouper les petites unités qui « ne sont plus aujourd'hui en mesure d'exercer de façon satisfaisante leurs missions (faute d'agent nldr) » et de « contribuer aux gains de productivité qui sont attendus de la DGFIP », tout en donnant l'impression que la DGFIP est bien présente dans les campagnes.

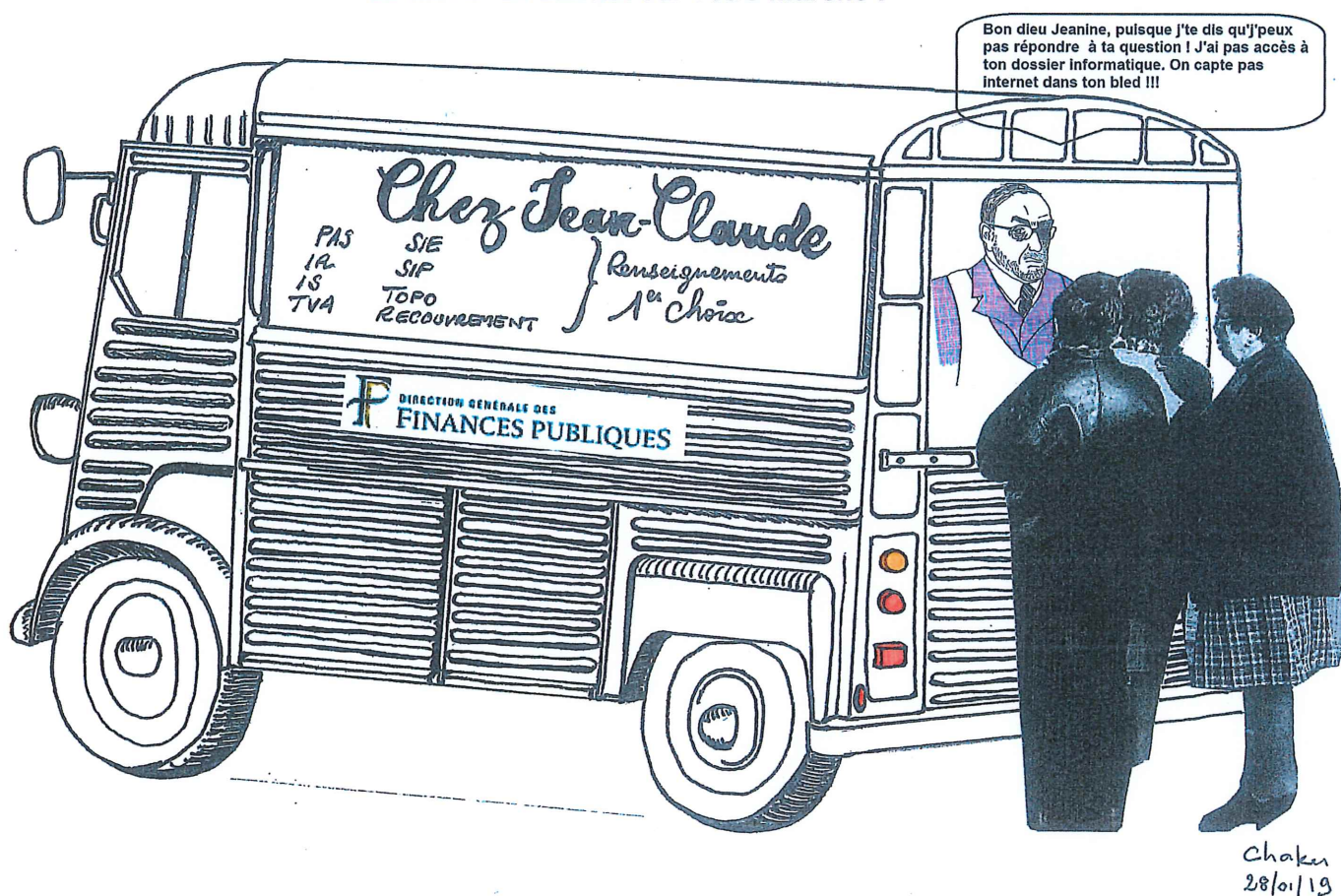
Pour réussir cet audacieux challenge, les solutions « innovantes » ne manquent pas, point de contact au moyen de « participation de la DGFIP aux MSAP fixes ou mobiles ou encore d'organisation de RV dans des locaux mis à dispositions par les collectivités locales, ou par vidéo.

Eh oui bientôt l'agent des finances publiques arpentera les territoires les plus reculés de son département dans son BUS-DGFIP pour pallier la destruction des services opérée par l'Administration depuis des années !

D'aucuns nous rétorqueront que cette purge est rendue nécessaire et inévitable de par l'importance de la Dette nationale. A ce discours dicté par la doxa libérale, nous répondrons que le CICE, à l'efficacité économique plus que douteuse, est également une dépense publique et que cumulé à l'exonération de cotisations patronales, il pèsera 40 milliards dans le budget 2019.

En outre, il a été reconnu, dans les milieux économiques, que la croissance de la dette publique depuis deux ans est davantage liée à la baisse des recettes de l'État qu'à l'augmentation de ses dépenses. **Cherchez l'erreur !**

BATIR UN NOUVEAU RESEAU
La DDFIP 32 bientôt sur votre marché !



Humeur : « Franchement , c'est le minimum ! »

La politesse, c'est l'ensemble des règles de savoir vivre, de courtoisie qui régissent la vie en société. Dans un service, la politesse c'est saluer les collègues quand on rentre dans leur bureau ou dire bonjour quand on les croise dans les couloirs ou à la cantine.

Il conviendrait donc que les agents de la DDFIP du Gers, quel que soit leur grade n'oublient pas de mettre en pratique ces règles de savoir-vivre, notamment à l'occasion des visites de sites ou de services.



Remerciements.

La CGT et ses élus remercient toutes celles et tous ceux, adhérents, sympathisants et agents, qui ont exprimé leur confiance et leur soutien aux candidats CGT.

Dans la période actuelle d'attaques frontales contre le service public et les agents de la Fonction Publique, dans le climat délétère à l'encontre des corps intermédiaires et plus spécialement des syndicats, la CGT Finances Publiques du Gers, sur les bases des valeurs de solidarité qui ont toujours été siennes, continuera de défendre le Service public, le statut de la Fonction publique et l'ensemble des agents de la DDFIP du Gers, quelque soit leur statut.

Dans la limite de nos moyens actuels, nous continuerons d'avoir ce rôle de catalyseur de l'action syndicale départementale et demeurerons cet aiguillon qui a toujours permis à la CGT, de tenir ce rôle dont l'importance excède son audience électorale.

Si nous devons stigmatiser le paysage syndical, à l'issue de ce scrutin, nous dirons « **Un grand pouvoir implique de grandes responsabilités** » (Benjamin PARKER 🤖, on a les références qu'on peut !).

Encore MERCI !